

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

RÉDACTION et ADMINISTRATION
69, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. — }

La Serbie à la veille des batailles

La série des discours vient d'être close et l'humanité ensanglantée se prépare à un nouveau choc des forces matérielles, le dernier, dit-on, et le plus formidable de tous. Si les indices ne trompent pas c'est l'Allemagne qui est décidée à prendre les devants, et à tenter encore une fois d'achever par le fer et le feu l'œuvre commencée en 1914, et conçue primitivement comme une entreprise purement militaire. Après l'échec du plan primitif et avec l'usure progressive de ses forces, l'Allemagne a dû changer de stratégie. En effet, pendant toute l'année 1917, elle se montrait « pacifiste » et ses dirigeants prétendaient plutôt à une victoire diplomatique, en accord avec les premiers résultats de la guerre. Cette stratégie diplomatique a échoué, elle aussi, et l'Allemagne ainsi se voit obligée de recourir aux armes, ces moyens naturels de sa politique d'agression. Elle ne le fait qu'à contre-cœur, car malgré l'élimination de la Russie, les chances d'une victoire décisive allemande sur le front occidental ne sont pas plus grandes qu'elles ne l'étaient dans les années précédentes, ce qui indique d'une façon à peu près sûre quelle sera l'issue des batailles à venir. Mais cette confiance que les Serbes partagent entièrement avec leurs alliés ne saurait et ne devrait pas nous empêcher d'examiner en toute conscience si les nouveaux sacrifices sont vraiment nécessaires, et s'il n'y aurait pas moyen d'épargner au monde de nouvelles épreuves, plus terribles et plus funestes peut-être. Voici quel est le point de vue serbe :

La Serbie se trouve, parmi tous les belligérants, dans une situation exceptionnellement grave. L'armée serbe à Salonique, après avoir donné des preuves d'un héroïsme légendaire, se voit forcée, par un sort injuste, de verser sa dernière goutte de sang sur l'autel de la Patrie. Le pays est entièrement occupé, violé, ravagé et exposé aux spoliations systématiques, aux mauvais traitements de tous genres, depuis les plus grossiers jusqu'aux plus raffinés. Ce que les Bulgares, par exemple, se permettent de faire en Serbie occupée, dépasse toute imagination. Après avoir recruté le peu de Serbes valides restés dans le pays, sous prétexte qu'il s'agissait de Bulgares et non pas de Serbes, aujourd'hui, après deux ans d'occupation, ils s'attaquent aux femmes et aux vieillards, à ceux qui ne sont pas encore déportés, et veulent les forcer à se dire Bulgares !

A tous les cris de désespoir, aucun encouragement, aucun secours, aucune tentative de mettre fin à ces procédés infâmes qui sont une honte pour tout le monde appelé civilisé et qui reste impassible devant de telles cruautés. D'autre part la famine sévit impitoyablement parmi la population épuisée et exaspérée. Toute une année on discute s'il faut envoyer des vivres en Serbie ou non et les initiatives généreuses des Suisses se brisent contre les résistances des bureaucrates à Londres et à Paris. Que dire enfin de nos frères serbes, croates et slovènes en Autriche-Hongrie, qui n'aspirent qu'à l'union avec la Serbie et pour lesquels, confiants dans le programme politique des Alliés, la Serbie a sacrifié plus d'un quart de sa population ? La question yougoslave n'est pas cependant encore comprise par nos alliés et nous

couvrons le risque d'être livrés aux Allemands et Magyars, en vertu d'une conception tout à fait fautive de l'Autriche-Hongrie.

Dans de telles circonstances tout autre peuple pourrait fléchir, mais les Serbes n'y songent pas. Ils luttent pour la liberté et l'indépendance, et ils ne consentiront jamais à l'esclavage germanique. Les fautes et les erreurs alliées, si grandes qu'elles soient, n'affectent en rien la décision inébranlable et irréductible des Serbes de tenir jusqu'au bout. Nous le disons à haute voix à ce moment même où l'on discute à Corfou sur la constitution du nouveau cabinet serbe. La politique serbe reste la même parce que le danger germano-magyaro-bulgare est toujours le même, aujourd'hui plus grand encore que hier, surtout après la paix imposée à la Roumanie. Les soldats et les civils serbes sont animés d'une confiance robuste dans la justice de leur cause. Ils vivent dans l'espoir que Justice sera faite à tous, et que la guerre ne pourra pas finir sans que le Droit violé de tous les peuples martyrs soit de nouveau restauré et sanctifié. A ceux qui nous parlent de la Macédoine et de l'attribution éventuelle des territoires serbes à la Bulgarie, nous répondons que la Serbie ne lutte pas pour les terres mais pour un idéal beaucoup plus élevé. Avant de penser à gratifier la Bulgarie d'une partie des territoires serbes — quelle monstruosité ! — nous exigeons que le crime consommé des Bulgares soit puni. C'est donc la justice que nous demandons à nos Alliés. Le premier devoir de ce haut tribunal des peuples, dont M. Wilson parlait récemment, sera de faire cette justice.

La Belgique l'attend, la Serbie l'attend également, et c'est cette foi qui tient debout les débris du peuple serbe. Justice pour l'agression austro-magyare, justice pour le crime bulgare — et surtout pour ce crime. Au lieu de distribuer des terres et de délimiter les frontières, les Alliés doivent penser au redressement du Droit et de la Justice. C'est le grand but digne des sacrifices nouveaux, et c'est à ce but que les Serbes sont prêts à tout subordonner. L. M.

L'ennemi et l'accord italo-yougoslave

Le revirement opéré dans les relations générales entre les Italiens et les Yougoslaves porte déjà ses fruits. Le fait seul que, du côté italien, aussi bien que du côté yougoslave, on a abandonné l'attitude passive et que l'on s'est mis à causer, semble avoir désespéré les Austro-Allemands. La nouvelle que les Italiens et les Yougoslaves sont en voie de s'entendre, a produit en effet à Vienne une impression des plus pénibles. On peut en juger par l'article de fond de la « Neue Freie Presse » du 23 février, consacré au traité de Londres et aux rapports italo-yougoslaves. Dans cet article, le journal le plus perfide de la monarchie s'efforce de prouver que les Italiens seraient des ennemis mortels des Yougoslaves, et que l'Italie, par le traité de Londres, aurait non seulement mutilé l'Etat yougoslave projeté, mais qu'elle lui aurait enlevé toute possibilité de vie et de développement. Mais, s'attendant probablement à l'objection que le traité de Londres n'est pas un axiome de la politique italienne et que l'atmosphère nouvelle en Italie laisse place à une révision possible de ce traité, en conformité avec les idées directrices des Alliés, le journal viennois insinue que l'Italie ne renoncera jamais à ses prétentions sur les terres yougoslaves. Nous enregistrons cet accès de colère et cette intrigue trop transparente pour

LES THÉORIES DU COMTE HERTLING

La presse suisse et la presse alliée ont reproduit incomplètement le dernier discours du comte Hertling. L'agence Wolff a supprimé en effet, pour des causes que nous ignorons, des passages entiers très importants, ne donnant qu'un court résumé des quatre principes de la paix que le comte Hertling prétendait accepter avec le président Wilson. Or, nous trouvons dans le texte du discours tel qu'il a été publié par les journaux allemands, des affirmations qui démontrent parfaitement la futilité de toute conversation avec l'Allemagne. M. Hertling dit d'abord, que l'Allemagne veut une paix juste et cite le proverbe latin *iustitia fundamentum regnorum*. Il dit ensuite que l'Allemagne peut accepter inconditionnellement le principe que les peuples et les provinces ne doivent pas être traités comme des choses et passer des mains d'un potentat à l'autre. Pour la solution des questions territoriales, le comte Hertling dit accepter également la thèse de M. Wilson que la volonté de la population doit décider et non pas les intérêts des Etats rivaux. Enfin, il se dit disposé à satisfaire toutes les aspirations nationales clairement exprimées. « Je déclare, a conclu le chancelier, qu'une paix générale peut être discutée sur de telles bases. »

avoir un succès quelconque. Les rapports italo-yougoslaves n'ont rien à faire avec l'Autriche cette usurpatrice de l'Adriatique, dont les légitimes possesseurs, les Yougoslaves et les Italiens, n'aspirent qu'à rejeter au nord l'envahisseur insolent.

La « Frankfurter Zeitung » du 28 mars, en commentant le discours de Sonnino, a essayé elle aussi, d'intriguer en rappelant que les efforts de M. Pachitch pour s'entendre avec l'Italie, sont restés infructueux grâce à l'obstination du ministre italien qui poursuit une politique impérialiste. Fait caractéristique cependant, le journal allemand est loin d'adopter le point de vue de Vienne, et il semble que la perspective d'un rapprochement solide italo-yougoslave l'inquiète sérieusement. Ceci est à retenir, et les enseignements qui s'en dégagent, devraient servir de leçon aux Italiens et aux Yougoslaves et stimuler leurs efforts vers une compréhension meilleure des grands intérêts en jeu. Il faut qu'on abandonne de part et d'autre l'illusion qu'une victoire sur l'Autriche est possible avec des forces désunies. Cette conviction devrait indiquer en même temps le seul moyen d'arriver à une entente, c'est-à-dire la modération mutuelle et l'appréciation objective des intérêts vitaux de chaque nation. Il est inutile de répéter ce que nous avons proclamé maintes fois dans ce journal, qu'avec de la bonne volonté il ne serait pas difficile de s'entendre. L'ennemi commun nous le prouve par ses intrigues maladroites. R.

Le mensonge en œuvre

A propos de l'atlas de M. RIZOFF

Le gouvernement de Sofia semble s'apercevoir depuis quelque temps que la cause bulgare perd les dernières sympathies qui lui restaient par ci par là et qu'aussi bien dans les pays neutres que dans les Empires Centraux, la fameuse unité nationale bulgare, telle qu'il la préconise, ne rencontre plus qu'une opposition presque ouverte. Certains journaux allemands, plus avancés, n'hésitent même pas à proclamer l'absurdité des aspirations bulgares qui en fait ne reposent sur aucune base politique, historique ou ethnographique.

Le gouvernement bulgare a ressenti le grave danger que court sa cause. Aussi s'empresse-t-il, par une propagande effrénée et sans scrupules de faire imposer « la juste » de ses revendications. Tout un bataillon de professeurs et d'écrivains pullulent dans les pays neutres — et même à Berlin et à Vienne — cherchant par le mensonge et l'iniquité à faire triompher une cause impossible à défendre par le Droit et la Justice.

La dernière œuvre de la propagande bulgare, — que nous examinerons ailleurs dans une étude spéciale — c'est un atlas

Un lecteur naïf, en lisant ces belles paroles, dirait sans doute : Mais alors, la paix n'est pas impossible puisque l'Allemagne accepte les demandes principales des Alliés. Quelle ironie !

C'est la théorie, et en fait de théorie les Allemands sont très forts. S'il s'agit cependant de l'application concrète et de la mise en œuvre des principes énoncés, toutes les belles théories s'envolent et la force brutale apparaît dans sa nudité germanique. Nous ne voulons pas parler de l'Alsace-Lorraine, qui du moins avait appartenu pendant quelque temps à l'Allemagne et qui abrite de nombreux Allemands immigrés, ce que l'Allemagne invoque pour justifier ses prétentions sur les deux provinces françaises. Mais nous citons le cas de la Bosnie Herzégovine. Là, il n'y a ni Allemands, ni Magyars. Ce pays a été occupé par la violence et annexé par la violence, contre la volonté formelle de la population. Et pourtant, non seulement le comte Hertling mais aucun Allemand ou Magyar ne consentirait à lâcher cette province serbe, symbole vivant de la violence brutale pratiquée par Berlin, Vienne et Budapest, en dépit des belles théories proclamées hypocritement à la tribune du parlement même.

contenant 40 cartes très artistiquement faites, avec une préface due à la plume du ministre de Bulgarie à Berlin, M. Rizoff. Nous connaissons bien les procédés insolites dont la propagande bulgare se sert pour tenter d'imposer une idée fautive. Mais nous n'avons jamais vu une œuvre pleine d'aussi brutales inexactitudes, combinée avec le seul souci d'induire en erreur le public européen sur le véritable caractère des pays convoités par la Bulgarie.

M. Rizoff nous fait l'histoire des terres « bulgares » ; il nous présente les époques où ces terres subissaient la domination de sa race. Mais M. Rizoff évite soigneusement de présenter au même public les époques où la Serbie et ses rois dominaient sur ces mêmes contrées, y créant une ère de prospérité nationale. M. Rizoff ne veut pas reconnaître que la domination bulgare sur la Macédoine avait un caractère passager, que cette domination n'a presque pas laissé de traces, tandis que la domination serbe y a laissé toute une histoire intégralement conservée et librement manifestée dans la langue, les mœurs, les cultes et les traditions.

M. Rizoff présente des cartes, avec des frontières soigneusement déterminées, des cartes empruntées, dit-il, à des auteurs étrangers. Mais M. Rizoff ne veut pas nous indiquer les sources où ces étrangers avaient puisé la documentation leur permettant d'établir ces frontières ethnographiques. M. Rizoff n'a aucun intérêt à le dire, car lorsque le monde saura que ces ouvrages sont basés uniquement sur des statistiques falsifiées, sur des attributions de contrées entières à des vilayets auxquelles elles n'avaient jamais appartenu, lorsque le monde saura que l'exarchat bulgare y induisait sciemment en erreur les explorateurs étrangers par des documents établis pour les besoins de la cause ; que ce même exarchat y prêtait avec empressement le terrain religieux à des combinaisons politiques, l'atlas de M. Rizoff subira le sort que mérite un livre composé d'inexactitude, d'omissions et de chantages auxquels seuls la propagande bulgare est capable de recourir.

Quant au règlement futur du problème balkanique, proposé en quatre langues par M. Rizoff, nous laissons au public le soin d'apprécier le degré de folie qui a guidé le ministre bulgare dans son œuvre de chauvinisme exemplaire. M. Rizoff préconise tout simplement le morcellement de la Roumanie et de la Grèce, l'abandon par la Serbie des plus rigoureusement serbes de ses territoires. Il demande la conservation intégrale de la Turquie — lui, Rizoff, dont la vie n'a été qu'une constante lutte contre l'Empire des Sultans — et il veut sur les débris des peuples des

Balkans créer l'Empire d'Orient pour satisfaire les ambitions funestes du tsar Ferdinand. Avec un tel programme M. Rizoff compte assurer la paix dans les Balkans!

Non, M. Rizoff, le jugement est rendu. Le monde civilisé connaît le caractère prussien et les tendances impérialistes de la Bulgarie tout entière. Le monde civilisé a déjà compris que l'existence injuste d'une grande Bulgarie constituerait à jamais un élément de troubles dans les Balkans. Les mensonges et les travestissements ne changeront en rien le cours de l'histoire.

Léon SAVADJIAN,
Directeur de l'Agence Balkanique.

Le livre de Rizoff et l'opinion publique allemande

Le livre de Rizoff, dont nous aurons l'occasion de parler plus longuement, semble avoir manqué son effet en Allemagne même. Voici quelques comptes rendus très maigres parus dans les journaux allemands et que nous croyons utile d'enregistrer :

La « Vossische Zeitung » du 3 janvier a reproduit, sur la prière de M. Rizoff, toute l'introduction politique du livre, dans laquelle le diplomate bulgare expose, en quatre langues, le plan bulgare de partager les territoires serbes, grecs et roumains. Aucun commentaire de la rédaction n'accompagne cette reproduction. Un autre organe allemand important, le « Berliner Tageblatt » du 11 janvier, s'exprime ainsi sur le livre de M. Rizoff :

« La publication de Rizoff donne la preuve brillante de l'art avec lequel un homme d'Etat bulgare, naturellement du point de vue purement bulgare, construit le passé, le présent et l'avenir des Balkans. Ce n'est pas ici le lieu de discuter l'idéal bulgare de paix. Le moment d'échanger des idées de ce genre n'est pas encore venu, puisque toute déclaration prématurée par les bouches allemandes, faite sans la consultation réelle des facteurs responsables — fût-elle l'approbation ou le rejet du point de vue bulgare — pourrait conduire aux disputes stériles et partant aux confusions... Quel que soit l'avenir, ce livre ne sera pas perdu dans la poussière des bibliothèques et sera recherché par tous ceux qui voudront se renseigner sur la Bulgarie. »

L'organe des pangermanistes, la « Deutsche Tageszeitung » du 12 janvier, a été plus indulgent. Après avoir fait des compliments à Rizoff de son activité, la feuille pangermaniste formule ainsi son jugement : « Ce livre éclaircira considérablement la question dont il s'agit et contribuera à ce que les aspirations nationales de nos fidèles alliés soient réalisées. »

Le bulgarophile connu, le professeur Robert von Mach, a publié dans la « Kölnische Zeitung » du 18 janvier un long article sur le livre de Rizoff, et malgré toutes ses sympathies personnelles pour les Bulgares, il n'a pu accepter sans réserves les revendications fantastiques du diplomate bulgare : « Si le problème balkanique se résolvait d'après le plan de M. Rizoff, écrit le professeur Mach, la Bulgarie devien-

drat un Etat puissant et arrondi. Elle serait assez forte pour dompter à elle seule ses voisins, s'ils voulaient retomber dans leurs vieilles querelles... Quelle que soit la solution définitive des questions traitées, le livre de Rizoff est capable de donner aux Centraux une idée claire d'une situation en apparence compliquée et de lui faciliter la formation d'un jugement propre ».

La « Frankfurter Zeitung » du 3 mars dit simplement que le programme de Rizoff représente, vu la position de l'auteur, le programme officiel bulgare. Ce jugement condamne d'une façon presque brutale la tentative de Rizoff de donner à sa propagande annexioniste une apparence scientifique.

La critique la plus sévère des plans annexionistes bulgares contenus dans le livre de Rizoff est faite par la « Dresdner Volkszeitung », dont nous allons reproduire le jugement in extenso dans notre prochain numéro.

La comédie électorale magyare

La réforme électorale que l'on discute dans la commission parlementaire fournit encore une preuve de ce que les Magyars appellent le droit de l'homme et la démocratie. Il suffit de passer en revue les discours prononcés dans les séances de cette commission pour se convaincre que la Hongrie magyare fait des préparatifs pour étouffer complètement des millions d'hommes de race étrangère.

Dans les discussions de la commission parlementaire, un leitmotiv émerge de tous les discours et c'est celui de la suprématie absolue de la race magyare sur les autres races de la Hongrie. Les orateurs de tous les partis sont tombés d'accord que le droit de vote ne doit être attribué qu'aux citoyens de la Hongrie dont on a l'assurance qu'ils en useront seulement dans l'intérêt de l'Etat national magyar. Cependant pour tous ces orateurs chaque citoyen hongrois qui n'est pas de race magyare est suspect, aussi la nouvelle loi du suffrage doit contenir toutes les garanties nécessaires à ce que le rapport des votants magyars et non-magyars soit établi de telle sorte que la majorité soit toujours aux votants magyars. Ajoutons que dans cette commission où l'on discute une loi de la plus grande importance, il n'y a pas un seul représentant des races non magyares. Les Magyars ont donné un siège au député roumain Théodore Mihali, mais celui-ci a refusé le siège offert ne voulant pas par sa présence sanctionner l'iniquité que les maîtres sont en train de perpétrer.

Citons quelques passages, les plus intéressants de la discussion de la commission.

Jules Vargha du parti Tisza, critique le projet du point de vue national magyar.

« L'augmentation des électeurs magyars dans les régions roumaines ne veut pas dire que le magyarisme sera protégé dans les régions roumaines. En Transylvanie, grâce au grand nombre des illettrés, il y a peu de Roumains qui soient électeurs, mais le danger deviendra très grave lorsque

l'analphabétisme disparaîtra. L'extension du droit électoral entraîne fatalement la réorganisation de l'administration des communes et des départements. Un préfet d'arrondissement ou de département qui serait de nationalité valaque (péjoratif de Roumain que les Magyars emploient couramment) se comportera-t-il envers les Magyars de la même façon que les préfets magyars actuels ?

Nous devons croire qu'il n'y a dans ce pays qu'une culture justifiée et c'est la culture magyare. »

Navay, ancien président du Parlement a également en vue la suprématie magyare mais il croit contrecarrer le mieux la force naissante des races non magyares par une centralisation puissante de l'administration (« Budapesti Hirlap », 13. II.)

Eugène Balogh, ancien ministre de la justice est du même avis, mais il croit amoindrir l'influence des éléments suspects par une loi plus sévère contre les agitations nationalistes. (« Budapesti Hirlap » 14. II.)

Le député Pal constate que toute la commission est d'accord sur ce point qu'il convient de ne jamais perdre de vue le caractère magyar de notre Etat national et le rôle dirigeant des intellectuels magyars. (« Budapesti Hirlap » 15. II.)

Enfin, le comte Tisza a couronné ces dissertations magyares. Il a dit : « Quant au point de vue national, le fait que le nombre des électeurs magyars se soit élevé de 61.2 pour cent à 61.6 pour cent ne le console pas. Ce nombre est basé sur le nombre de ceux qui savent lire et écrire, mais cette proportion peut en très peu de temps se modifier au détriment des Magyars. Dans les six départements les plus exposés à l'influence roumaine sur 287.000 adultes roumains, il y a 210.000 illettrés : une grande partie cependant pourra apprendre à lire et à écrire et dès lors prendra fin la suprématie des Magyars... » (« Az Ujsag », 16. II.)

Ce que dans tout autre pays un ancien ministre considérerait comme une honte, en Hongrie on s'en réjouit et on le considère comme un facteur de l'existence de l'étatisme magyar. Le comte Tisza et les autres ont peur que les analphabètes puissent devenir une fois des lettrés!...

Ce que dans tout autre pays du monde un ancien ministre considérerait comme une honte est une réjouissance et un facteur de l'existence de l'étatisme magyar. Le comte Tisza et les autres ont peur que les analphabètes puissent devenir une fois des lettrés!...

Il faut enregistrer aussi l'aggravation sensible des dispositions de la loi pénale sur les agitations, lèse-majesté et infidélité. Les Magyars, s'ils étendent une fois le droit de vote, prendront soin d'exclure toute volonté qui ne serait pas conforme à l'intérêt de la race régnante.

Au lieu de bâtir de nouvelles écoles pour élever le peuple au plus haut degré de civilisation, les Magyars bâtiront de nouvelles prisons qui garantiront mieux l'existence de l'Etat unique et national magyar. Il est certain que cela ne constituera pas un gage pour la paix durable de l'avenir.

L. P.

La déclaration de Corfou

PAR MICHEL POUPINE

II

Les Alliés sont prêts à faire les plus grands sacrifices pour que notre question nationale soit réglée à souhait, car ils la considèrent comme une grande question internationale. Serait-il donc permis de croire que les Alliés, après tant de sacrifices, laisseraient aux Yougoslaves seuls le soin de créer un Etat yougoslave comme cela leur plairait, et cela surtout quand ils ont encore sous les yeux l'anarchie russe? Qui peut garantir aux Alliés que nous autres Yougoslaves soyons plus habiles et plus capables que les Russes de diriger de suite et indépendamment des Alliés notre destinée, si, par exemple, notre Constituante se met à rompre tous les liens avec les traditions historiques en introduisant dans l'Etat yougoslave la forme du gouvernement républicain. Les Russes avaient promptement rompu tous les liens de la tradition et se sont précipités d'un bond de l'absolutisme à la liberté républicaine, et comme ils n'étaient ni préparés ni capables de la forme la plus difficile du gouvernement, nous les voyons aller à la dérive et, si Dieu ne les sauve pas, nous les verrons bientôt enchaînés par l'absolutisme allemand, qui les utilisera en esclaves aveugles pour sa lutte contre la liberté du monde entier.

La Déclaration de Corfou nous donne des garanties suffisantes que l'Etat yougoslave sera préservé contre une pareille précipitation, car la Déclaration de Corfou dit en toute franchise que notre Etat yougoslave sera un Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dans lequel toutes les parties du peuple yougoslave seraient égales en droit, qu'elles jouiront de cette même égalité qui est traditionnelle dans le Royaume de Serbie et qui est symbolisée par le règne du roi Pierre. C'est cette égalité qui a créé l'esprit d'héroïques sacrifices du peuple serbe de Serbie, que le monde entier admire et par lequel la démocratie serbe a fait preuve de sa valeur. La Déclaration de Corfou, approuvée par le gouvernement royal du peuple serbe, ami fidèle des Alliés et patriote démocratique sans égal, est une des plus sûres garanties pour les Alliés que le nouvel Etat yougoslave saura toujours, sous le règne sage de la dynastie populaire serbe, répondre à son grand devoir que les Alliés lui auront confié, à savoir le devoir de se faire le rempart contre l'invasion teutonne en Orient. Les Alliés créeront un tel Etat yougoslave et ils feront tous les sacrifices nécessaires pour lui, mais ils ne voudraient jamais d'une Constituante qui se perdrait, à l'instar des soviets russes, dans des discours infinis sur les questions accessoires et plus ou moins vides de sens pendant ces temps orageux. C'est pour cela que je ne suis pas d'accord avec les interprétations qu'on fait de la Déclaration de Corfou en disant que la Constituante aura à résoudre toutes les questions, y compris celle de la monarchie ou de la république. Ces interprétations sont nées dans la tête de celui qui les a exprimées le premier, mais jamais

FEUILLETON

TOMBÉS AU CHAMP D'HONNEUR

Les pertes serbes en artistes, savants et hommes de lettres

I. — ARTS ET LETTRES

(Suite)

Vlado Gatchinovitch, étudiant, poète, homme de lettres, collaborateur aux « Narod », « Bossanska Vila », « Otazbina », volontaire (1917);
Nocolas Danitchitch, instituteur, narrateur, collaborateur aux « Bossanska Vila » et « Srpske Novine », capitaine d'infanterie (1917);
Yovan Zivanovitch, étudiant, collaborateur au « Narod », volontaire (1914);
Nemagna Ilitchitch, artiste au Théâtre National de Belgrade, sergent-aspirant (1915);
Borivojé Jéftitch, étudiant, poète, collaborateur à la « Bossanska Vila » (1914);
Branko Yéftitch, peintre, lieutenant d'infanterie (1916);
Proka Yovkitch, étudiant, poète, collaborateur aux « Srpski Knizevni Glasnik » et « Délo », volontaire (1915);
Tsviéto Yob, peintre, volontaire (1915);
Louka Youkitch, étudiant, poète, collaborateur au « Val »;
Yan Youn, sculpteur, volontaire (1914);
Pétar Kotchitch, député, homme de lettres (1916);
Milan Loukovitch, étudiant, poète, collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik », sergent-aspirant (1914);
Bora Mladénovitch, instituteur, collaborateur aux « Outchitel » et « Outchitelska Borba » (1915);
Voïslav Marcovitch, sous-lieutenant, collaborateur au « Délo » (1913);

Radoslav Mititch, professeur, collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik » (1917);
Lazare Michkovitch, instituteur, collaborateur à l'« Outchitelj » (1915);
Dragoutine Mráz, étudiant, poète, collaborateur à la « Bossanska Vila », volontaire (1915);
Miloune Ivkovitch, instituteur, collaborateur à la « Nacha Narodna Chkola », lieutenant d'infanterie (1915);
Victor Pavlovitch, professeur, critique littéraire, collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik », sous-lieutenant d'infanterie (1914);
Vladislav Petkovitch-Dis, poète, collaborateur aux « Délo », « Nova Iskra », « Zvezda » (1917);
Ouroche Pétrévitch, professeur à l'Université de Belgrade, critique littéraire, collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik » (1915);
Milan Porobitch, poète, journaliste, collaborateur aux « Zvezda », « Délo », sergent-aspirant (1914);
Stevan Radacovitch, compositeur, sergent-aspirant (1914);
Sava Radovanovitch, poète, collaborateur au « Délo », sous-lieutenant d'infanterie (1913);
Bozidar Radoitchitch, instituteur, collaborateur aux « Naché Narodné Skolé », lieutenant d'infanterie (1915);
Branko Radoulovitch, peintre (1915);
Velimir Raïtch, professeur, poète, collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik » (1915);
Nicolas Slankamenats, artiste au Théâtre National de Belgrade, lieutenant d'infanterie (1916);
Voïslav Stanichitch, professeur, collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik », lieutenant d'infanterie (1915);
Vladimir Tassitch, artiste au Théâtre National de Belgrade, sous-lieutenant d'infanterie (1913);

Lazare Dyourtchinovitch, instituteur, collaborateur aux « Naché Skolé », capitaine d'infanterie (1915);
Dr. Miloutine Ouskokovitch, romancier, collaborateur aux « Srpski Knizevni Glasnik » et « Délo » (1915);
Joseph Tsvétanovitch, professeur, collaborateur au « Hristianski Vesnik », lieutenant d'infanterie (1917);
Voïslav Tcholakovitch, colonel, poète, collaborateur à l'« Ouzdanitsa » (1916);
Franya Chesté, compositeur, sous-lieutenant (1916);

II. — SCIENCES

Milan Vanlitch, professeur de philosophie, collaborateur au « Srpski Knizevni Glasnik », sergent-aspirant (1914);
Radoïé Dédinats, professeur, collaborateur au « Glas Akademié Naouka », lieutenant d'infanterie (1913);
Goïko Djaïa, professeur d'histoire, collaborateur au « Délo », capitaine d'infanterie (1915);
Dr. Y. Djonlitch, secrétaire au Ministère des Finances, collaborateur à l'« Economiste », lieutenant d'infanterie (1914);
Commandant Lyoubomir Georgévitch, collaborateur au « Ratnik » (1912);
Dr. Guérassime Ivézitch, collaborateur aux « Srpski Knizevni Glasnik », « Prégled », « Arhiv », capitaine (1915);
Dr. Thomas Léko, anatomiste, collaborateur à l'« Arhiv », capitaine de santé (1915);
Dr. Yovan Lontcharitch, secrétaire de la Chambre d'Industrie, collaborateur à l'« Economiste » et « Délo » (1916);

Les richesses et les revenus économiques de la Serbie

JUSQU' AUX GUERRES DE 1912-13

par Kosta STOYANOVITCH, ancien Ministre du Commerce serbe

(Suite.)

5. — Sur 48.000 kilomètres carrés, surface de la Serbie, il nous reste à évaluer 2.800.000 hectares de terrain. 1.500.000 de ce terrain est occupé par les jachères, par les forêts d'Etat et par les propriétaires privés. En admettant qu'un hectare de terrain de jachère, de forêt d'Etat vaut 200 à 250 fr., la valeur totale de ce terrain est alors de 300 à 400 millions de francs. Les revenus tirés de ces jachères et de ces forêts sont : les combustibles, les bois de construction, les glands, les différents pâturages, etc., et ils peuvent être évalués à 100 millions de francs par année, à savoir 25 % de leur valeur.

6. — Les chemins de fer, avec toutes leurs constructions, représentent une valeur de 200 millions de francs. Les routes établies, dont la longueur est de 15.000 kilomètres, valent 150 millions de francs ; les routes de campagne, les routes demi-naturelles et autres, atteignent une valeur de 100 millions de francs ; la navigation, avec toutes ses installations, donne une valeur de 6 millions de francs. Ainsi que nous l'avons dit plus haut, le capital total engagé dans les moyens de transport représente une valeur de 450 à 500 millions de francs ; leurs revenus annuels sont de 10 %, c'est-à-dire 50 millions de francs.

7. — Il nous reste à examiner et à évaluer encore 1.300.000 hectares. Ce terrain est occupé par les routes de toutes espèces, par les fleuves, les rivières, les marécages, les escarpements, et un quart de tout ce terrain, c'est-à-dire 300.000 hectares, sont la propriété collective des communes urbaines et rurales, et leur revenu est utilisé pour couvrir les budgets des communautés autonomes. Si nous posons que les budgets de ces communautés atteignent 25 millions de francs et qu'un tiers au moins de ces budgets est couvert par les revenus provenant des louages de pâturages, on peut estimer la valeur du terrain des pâturages à 100 millions de francs.

8. — Les différentes institutions économiques d'Etat, à part les moyens de transport, donnent un revenu annuel brut de 30 millions de francs ; en admettant que ce revenu soit de 20 % du capital de fond, alors le capital est d'une valeur de 150 millions de francs.

9. — En terminant ce bref exposé, nous mentionnerons aussi que notre armement fut augmenté de 200 millions de francs par les emprunts d'Etat et que la valeur des moyens de défense nationale, y compris les matériaux de guerre, les réserves de nourriture, les routes stratégiques, les fortresses, etc., atteignait, à la veille de la catastrophe de 1915, le chiffre de 600 millions de francs.

Nous donnons ici un tableau des richesses et des revenus de la Serbie jusqu'à la veille des guerres de 1912-13, sans comprendre les armements, la valeur des autres moyens de défense nationale.

	Capital	Revenus bruts
1 Terres arables.	2000 millions	700 millions
2 Bétail	400 »	200 »
3 Métiers	10 »	20 »
4 Industrie	250 »	50 »
5 Commerce et établissements de crédit	250 »	100 »
6 Meubles et immeubles, villes et campagne	2200 »	1 »
7 Forêts	400 »	100 »
8 Chemins de fer, navigation, routes	500 »	50 »
9 Jachères (pâturages)	100 »	10 »
10 Institutions d'Etat et économiques	150 »	30 »

(1) Ici ne sont pas indiqués les revenus minimes, car ils sont compris dans d'autres rubriques.

Si nous ajoutons à ce capital la valeur de la défense nationale, alors les biens totaux de la Serbie sont de 6,5 à 7 milliards de francs, avec un revenu de 1.400 millions de francs. Les revenus bruts sont de 20 %.

L'administration d'Etat et des communes autonomes coûtait 150 millions de francs, c'est-à-dire 10 % de la production totale du pays. L'exportation du pays, dont le montant est de 130 millions, était aussi le 10 % de la production brute ; l'échange international fut de 130 millions de francs d'exportation et de 80 millions d'importation, ce qui fait donc 210 millions, c'est-à-dire 1/6 de la production totale.

En admettant que la Serbie disposait de 700.000 manœuvres, dont 100.000 furent affectés à l'administration du pays (Etat, communautés autonomes, établissements de crédit et de commerce), alors la force productive peut être estimée à 4 milliards de francs en prenant comme valeur d'un chef de famille 10.000 fr., avec tous les apports que le pays lui offre. Le capital est de 2.300 fr. par personne, ce qui fait, pour trois millions d'habitants, 7 milliards de francs. Les revenus du travail, avec le concours de tous les facteurs dont nous avons parlé, peuvent être de 20 %, c'est-à-dire 1.400 millions de francs. La répartition des charges est faite sur 700.000 contribuables, c'est-à-dire 200 fr. par personne. Comme notre système de répartition des impôts était tout à fait irrégulier, irrationnel et arriéré, les charges pesèrent surtout sur les professions libres et bien moins sur les terres.

II

La surface des nouveaux départements était de 32.000 kilomètres carrés avec 1.300.000 habitants. La population des villes, en comparaison de celle de la campagne, était relativement plus forte que dans l'ancienne Serbie. Les terres arables appartenaient aux « sphahis » (grands propriétaires) et aux habitants de la ville ; ce ne fut que dans les contrées montagneuses, où la population s'adonnait plutôt à l'élevage du bétail, que les paysans furent propriétaires des terres et sous la forme de petites propriétés. Les terres arables y atteignaient à peine 10 à 15 %, tandis que dans l'ancienne Serbie cette proportion était de 50 à 60 %.

En tenant compte des institutions restées des Turcs, qu'on a dû racheter ou qui revenaient de droit à la Serbie, de la faible densité de la population, du manque d'instruments aratoires et industriels, on peut dire avec une grande probabilité que la valeur des biens des départements nouvellement acquis représente un tiers de celle dans l'ancienne Serbie. Par conséquent, la valeur des biens dans les nouveaux départements serait de 2.500 millions de francs environ et leur revenu brut serait de 500 millions.

Les biens de la Serbie agrandie par la guerre de 1912-13 représentaient une valeur totale de 8 à 9 milliards de francs et leurs revenus bruts furent de 1.800 millions de francs environ. Le budget de l'Etat était de 230 millions et les budgets de toutes les communautés autonomes atteignaient la somme totale de 50 millions de francs. Donc le budget total du pays était de 280 à 300 millions de francs.

Jusqu'à la veille des guerres de 1912-13, les dettes de la Serbie pour les chemins de fer et à cause des guerres de 1876, jusqu'en 1912 étaient de 700 millions de francs environ. A la suite des guerres de 1912-13, nous avions encore emprunté à l'étranger 250 millions de francs. Par conséquent, nos dettes publiques atteignaient, jusqu'à cette grande guerre, la somme de 1 milliard de francs. Les dettes de nos établissements de crédit (Crédit Foncier et autres) contractées auprès des banques étrangères étaient de 200 millions de francs. Donc, nos dettes totales furent de 1.200 millions de francs. En déduisant cette somme de la valeur totale des biens de la Serbie, il reste comme valeur totale des biens de la Serbie agran-

die, jusqu'à la guerre actuelle, 7,5 à 8 milliards de francs.

En prenant en considération le fait que la Serbie aurait dû, pour le rachat des chemins de fer et la création des institutions qui devaient consolider le pays, conclure, au cours de dix ans, un emprunt d'au moins 500 millions de francs ; alors les richesses de la Serbie se seraient agrandies dans la même mesure que les dettes.

Les biens de notre pays auraient pu atteindre une valeur de 10 milliards de francs avec une dette de 2 milliards de francs. Avec l'augmentation des richesses des nouveaux départements et avec le nivellement des revenus dans les deux parties de la Serbie, le pays aurait pu prétendre à une production de 1.700 à 2.000 millions de francs au bout de dix ans, et il aurait pu supporter un budget de 400 millions de francs. Mais cette guerre a coupé court à tout cela en renvoyant ces prévisions à un temps éloigné.

III

Nous jetterons aussi un coup d'œil sur la circulation monétaire. Jusqu'à la guerre actuelle, la Serbie avait 50 millions de francs en monnaie d'argent, de nickel et de cuivre. La Banque Nationale avait émis, avec une couverture légale, 60 millions de francs en papiers de banque, et cette somme fut élevée, avec l'aide de l'Etat, à 300 millions de francs. Pourtant cela ne fut pas suffisant pendant la guerre et les difficultés se firent sentir à mesure que la guerre se prolongeait. Le commerce, pour autant qu'il consistait en importations, se servait des chèques dont l'émission se trouvait sous un contrôle rigoureux de l'Etat, car l'or avait cessé de rentrer dans le pays avec la cessation de l'exportation. Ce fut la cause d'un agio très élevé qui allait jusqu'à 25 et 30 %, comme à l'époque des grandes crises de 1890. Les billets de banque, dont le montant fut de 300 millions de francs, furent couverts par l'or qui se trouvait en majeure partie dans les dépôts en France, sous forme d'emprunts de notre gouvernement. Quand la Serbie fut occupée, la Banque Nationale et l'Etat n'ont pu sauver que 60 millions de francs à peine, soit en papier, soit en monnaie d'argent. Le reste des 300 millions en papier et en monnaie métallique est resté dans les mains de la population de la Serbie occupée. La grande partie de cette argent fut prise de force ou par l'abaissement artificiel de la monnaie serbe. Supposons que la perte dans la monnaie de papier et d'argent restée dans la Serbie occupée soit d'un cinquième de la valeur sus-mentionnée, il en résulte que nous avons perdu quand même 60 millions de francs.

Admettons que les revenus de la Serbie soient de 1.800 millions. Par suite des déportations de la population et pour d'autres motifs de diminution de la population, les éléments nécessaires pour maintenir ce chiffre ayant fait défaut, on peut évaluer le revenu total de la Serbie, depuis l'occupation, à 600 millions de francs.

Le rachat de la production mentionnée plus haut peut être effectué en Serbie occupée avec 120 millions de papier-monnaie austro-bulgare. Si l'on pose que les achats par voie de réquisition, pour les besoins militaires austro-bulgares s'élèvent à 200 millions de francs par année, payés en papier-monnaie, alors notre population après deux ans d'occupation aura plus de 500 millions de francs en monnaie autrichienne non-couverte. Au moment de régler définitivement la part des dommages directement causés par la guerre, tout le papier-monnaie austro-bulgare, qui restera entre les mains de nos citoyens et qui peut être estimé à un demi milliard au moins, doit être mis à la charge des puissances centrales.

Société Genevoise d'Edit. et d'Impr. — Genève

les membres de la conférence de Corfou n'en ont eu idée. Par conséquent, malgré que je voie dans la Déclaration de Corfou non seulement la plus claire expression de la question yougoslave mais aussi sa plus juste solution, je ne peux pas accepter qu'on en donne des interprétations dénaturant complètement le sens de ses stipulations.

Peut-être que mes frères croates et slovénes me reprocheront de pencher trop vers les Serbes et que je leur attribue un rôle exagéré dans la création de l'Etat yougoslave. Si je suis dans l'erreur, qu'ils me pardonnent car il n'est point dans mes intentions d'offenser personne. Quand je parle de la fidélité et de l'héroïsme serbes, je me place au point de vue de nos alliés. Voilà cinq ans que le peuple serbe est constamment sous les regards des Alliés et ces cinq années lui ont valu la gloire dont je viens de parler ici. Je ne conteste pas, au contraire j'affirme que les Croates et les Slovénes auraient fait preuve des mêmes vertus que les Serbes s'ils s'étaient trouvés dans les mêmes circonstances. D'ailleurs, sans cela, qui pourrait croire que les Serbes, Croates et Slovénes ne constituent qu'un seul peuple ? Mais, malheureusement, l'héroïsme et les autres qualités d'âme des Croates et des Slovénes sont enfouis dans les coins ténébreux de la monarchie austro-hongroise, de façon que le monde les ignore à peu près. Ceux qui les connaissent, les apprécient et les estiment. D'ailleurs y aurait-il quelqu'un qui n'estimerait pas un peuple qui a donné des fils tels que Joseph Ratchki, le grand Strossmeyer, le célèbre Kopitar et autres grands figures croates et slovénes. Mais lorsqu'on parle de la création d'un Etat yougoslave, alors, le peuple serbe de Serbie joue aux yeux du monde allié, le principal rôle, car c'est la Serbie leur vaillante et fidèle alliée qui s'était immolée pour la parole donnée et pour la liberté sacrée. C'est elle qui a gagné la confiance et les sympathies des Alliés, et lorsqu'il s'agit de la Yougoslavie, les pensées des Alliés, comme je le dis, vont en premier lieu à la Serbie.

De tout ce qui est dit plus haut, il ressort pour moi que les Alliés ne résoudreont pas la question yougoslave en créant un Etat yougoslave tout neuf, mais qu'ils lui donneront une solution en transformant le Royaume de Serbie en Royaume des Serbes, Croates et Slovénes dans lequel toutes les parties de notre peuple jouiront d'une égalité absolue. La question de la forme de gouvernement et la question dynastique ne rentreront pas dans la compétence de la Constituante, pour des motifs que nous avons exposés plus haut.

Nous avons emprunté cet article au journal le « Srbobran » de New-York et nous l'avons reproduit uniquement à titre d'information. Nous croyons pourtant nécessaire d'observer que la remarque de M. Poupine concernant l'attitude des Alliés dans la question de l'organisation intérieure de notre Etat futur repose sur une erreur, les Alliés n'ayant en aucune façon exprimé la moindre volonté de se mêler dans une affaire purement interne de notre peuple.

N. d. I. R.

Miloutine Milenkovich, du Ministère du Commerce et de l'Agriculture, collaborateur à l'« Economiste » (1916) ;
 Dragoljub Mihailovich, du Ministère des Finances, collaborateur à l'« Economiste », capitaine d'infanterie (1914) ;
 Lyubomir Mitrovitch, collaborateur au « Vesnik Srpske Trskve », lieutenant d'infanterie (1914) ;
 Rista Nikolitch, professeur de géographie, collaborateur au « Glas Akademije Nauka », lieutenant d'infanterie (1917) ;
 Dr. Aksentij Obradovich, professeur, directeur du « Hristianski Vesnik » (1915) ;
 Dr. Todore Pavlovich, collaborateur au « Ratnik » (1915) ;
 Dr. Zivoine Stoyadinovich, collaborateur à l'« Arhiv », capitaine de santé (1915) ;
 Dr. Dragoljub Hadji-Kostitch, secrétaire au Ministère des Finances, collaborateur à l'« Economiste », lieutenant d'infanterie (1914) ;

III. — JOURNALISME ET POLITIQUE

Milan Popovitch, collaborateur à « La Revue de la Semaine » (Nedeljni Pregled), lieutenant d'artillerie ;
 Borivoje Bochkovich, de la Banque Nationale, collaborateur au « Za Otadžbinu », « Narodni Liste », capitaine d'infanterie (1915) ;
 Sinicha Boudjevats, collaborateur au « Odièk » et « Dnevni Liste », sous-lieutenant d'infanterie (1916) ;
 Milan Drndarévitch, journaliste, collaborateur au « Za Otadžbinu », capitaine de cavalerie (1915) ;

Vlasta Yovanovitch, collaborateur au « Piémont » et « Novo Vremè », capitaine d'artillerie (1913) ;
 Vladeta Kovatchévitch, secrétaire au Ministère des Affaires Etrangères, sergent-aspirant (1912) ;
 Slavko Krtchévins, avocat, directeur de la « République », lieutenant d'artillerie (1914) ;
 Dr. Georges Lazarévitch, député, directeur du « Srpski Vesnik » (1915) ;
 S. Laktchévitch, professeur, collaborateur au « Novi Liste » et « Pokret », volontaire (1915) ;
 Risto Militchévitch, collaborateur au « Narod », volontaire (1914) ;
 Mirko Mitchitch, greffier au tribunal, collaborateur au « Odièk » et « Dnevni Liste », lieutenant d'infanterie (1916) ;
 Bora Nikolitch, juge, collaborateur à la « République », lieutenant d'infanterie (1914) ;
 Mika Nikolitch, collaborateur au « Odièk » et « Dnevni Liste » (1916) ;
 Ban Br. Nouchitch, étudiant, collaborateur au « Srpski Youg », sergent-aspirant (1915) ;
 Yovan Peskarévitch, collaborateur au « Piémont », sous-lieutenant d'infanterie (1916) ;
 Kosta Popovitch, directeur du « Napried », volontaire (1914) ;
 Radovan Popovitch, collaborateur au « Slovenski Youg » et « Arhiv za pravne Nauke », sergent-aspirant (1915) ;
 Risto Radoulévitch, directeur du « Narod » et du « Prégled » (1915) ;
 Vladislav Ribnikar, directeur de la « Politika », capitaine d'infanterie (1914) ;
 Darko Ribnikar, rédacteur à la « Politika », capitaine d'infanterie (1914) ;
 Avdo Soumboul, rédacteur du « Gaireth » (1915) ;

Risto Douzdévitch, greffier au tribunal, collaborateur au « Narod », sous-lieutenant d'infanterie (1916) ;
 Miloche Trifounovitch, collaborateur à la « Politika », sergent-aspirant (1914) ;
 Dimitrié Toutzovitch, rédacteur des « Radénitchké Novine », capitaine d'infanterie (1914) ;
 Bozo Chichitch, étudiant, collaborateur au « Yougoslavie » et « Val », volontaire (1915) ;

LE SOLDAT SERBE

Un publiciste allemand, Karl Fr. Novak, a publié dans la *Koelische Zeitung*, du 27 Février, un article intéressant sur la psychologie de la retraite. Parlant du soldat serbe, l'écrivain allemand s'est exprimé comme suit :

... Peu nombreux sont les soldats qui se sont battus comme le soldat serbe... Le soldat serbe mourait là où on lui donnait l'ordre de tenir. Il n'était pas même nécessaire de lui en donner l'ordre pour qu'il tint coûte que coûte. Ce ne fut que la retraite du peuple serbe entier à travers les montagnes, la neige et les glaces, ce ne fut que cette retraite, la plus désespérée d'une armée, qui relacha tous les liens maintenant l'ordre et la supériorité d'une armée. La fuite à travers les horreurs se fit sans direction. Les batailles avaient déjà cessé, il ne resta que le désespoir, auquel eût été un miracle d'échapper. Les arrières-gardes périssaient complètement. Dans les montagnes, il n'était pas besoin de laisser les détachements de couverture. Cela restera pour toujours une énigme de savoir comment les débris de l'armée serbe qui ont échappé à Mackensen ont pu plus tard redevenir aptes à la lutte. C'est au moins une preuve que le soldat serbe est un des plus tenaces que cet incendie mondial ait jamais fait connaître.

Un discours du roi d'Angleterre sur la Serbie

Nous lisons dans le « Morning Post » du 19 février que le roi d'Angleterre a reçu au Buckingham Palace les membres de la mission serbe économique et industrielle, qui ont visité différents centres d'activité commerciale en Angleterre. Leur objet était d'amener une plus complète compréhension entre l'Angleterre et la Serbie et d'établir entre elles, après la guerre, des relations commerciales plus étroites. Sir Arthur Steel Maitland, M. Locock, du Foreign Office, et le ministre de Serbie à Londres étaient présents. Les membres de la mission furent présentés à Sa Majesté, qui les assura qu'il voulait toute sa sympathie aux buts poursuivis par eux.

Le roi, dans un discours prononcé en français, dit :

« Messieurs, je désire vous exprimer le grand plaisir que j'éprouve à recevoir ici aujourd'hui les membres de la mission industrielle serbe. Nous n'avons pas oublié et nous n'oublierons jamais la résistance héroïque de la nation serbe et nous apprécions pleinement l'action de vos braves troupes qui combattent maintenant côte à côte avec les nôtres sur le front de Macédoine.

Mais ce n'est pas la seule raison pour laquelle nous vous souhaitons la bienvenue ici. La vie nationale de nos deux peuples est fondée sur les mêmes principes de liberté et de justice et c'est ce qui nous rend certains de pouvoir compter, après la guerre, sur les relations commerciales les plus étroites entre la Serbie et la Grande-Bretagne.

Ces relations seront certainement à notre avantage commun. De notre côté, elles seront entièrement dénuées des motifs intéressés qui inspiraient les relations des empires centraux avec leurs voisins plus faibles.

Nous sommes persuadés qu'avant longtemps la Serbie sera restaurée. Vous serez alors en face d'une grande tâche : réparer la dévastation causée par l'ennemi et si formidable que puisse être cette tâche, vous pouvez compter sur la cordiale coopération de toutes les classes de mon peuple. L'industrie de votre peuple, vos ressources agricoles, les richesses naturelles de votre pays, éveillent notre admiration et notre confiance, de même que vos aspirations nationales ont éveillé notre sympathie politique.

J'ai la plus grande confiance qu'après la guerre, le commerce anglo-serbe se développera grandement et que tous les efforts seront faits pour faciliter le plus possible les échanges de biens et de produits entre nos deux pays. Pendant votre visite ici vous avez vu l'activité de nos principales industries et j'espère que la cordiale bienvenue que vous avez reçue dans mon pays vous a prouvé que mon peuple est tout à fait à la hauteur des besoins de la Serbie. Je suis sûr que les relations personnelles que vous avez nouées avec mes sujets ne manqueront pas de continuer et de devenir toujours plus étroites après la guerre et que les résultats de votre visite seront à l'avantage durable de nos deux pays. »

Les Croates et l'entente italo-yougoslave

Le plus grand organe de Zagreb, la « Hrvatska Drzava », consacre son article de fond du 15 février aux relations italo-yougoslaves. Voici les passages essentiels de cet article :

« A la veille de la conférence des Alliés à Versailles, le président du Comité yougoslave, le Dr Trumbic, a conféré longuement avec les représentants des autorités de l'Entente. On a arrangé également une rencontre à Londres entre Trumbic et le président du Conseil italien Orlando. Ce dernier a invité Trumbic à aller à Rome pour continuer les négociations. (10 lignes censurées.)

« D'après les informations du « Times », Orlando a manifesté déjà, au cours de cette conférence de Londres, toutes les sympathies de l'Italie pour l'unité yougoslave. Le dernier discours d'Orlando est la preuve qu'en effet un certain revirement s'est opéré de fait dans la politique de l'Italie à l'égard de la question yougoslave. Dans son discours, Orlando ne parle que « de l'accomplissement de l'unité nationale de l'Italie et de la sécurité de ses frontières vers la terre et vers la mer », sans entrer dans les détails. — Ensuite, sous une forme agressive, Orlando réfute les tendances impérialistes et ses paroles nous sont directement adressées.

« Il est difficile de prévoir quelles seront les conséquences pratiques de cette modi-

fication de la politique impérialiste en Italie. (Huit lignes censurées.)

« Dans tous les cas, ce revirement de l'opinion publique italienne est caractéristique et de la plus haute importance. » (La fin de l'article, une vingtaine de lignes à peu près, a été supprimée par la censure.)

On voit de quel effet bienfaisant serait une entente complète entre l'Italie et les Yougoslaves, que nos ennemis communs cherchèrent à empêcher par tous les moyens.

Le nœud gordien

Les « Novine », organe des Croates, publient sous le titre : « Le nœud gordien », une série d'articles très suggestifs dans ses numéros du 30 et 31 janvier et du 1er février, desquels nous extrayons les passages suivants :

« Pour nous, aujourd'hui, l'idée de l'unité nationale n'est pas une idée politique, mais une idée nationale. Lorsque nous nous sommes placés au point de vue de la déclaration yougoslave, nous ne nous sommes pas rangés du côté d'aucun groupe politique, mais nous avons voulu souligner en quoi résidaient les fondements de notre mouvement et de notre activité nationale. »

Après avoir opposé la politique des Yougoslaves et celle des « Magyars et des Allemands comme nos ennemis nationaux », l'auteur continue :

« Nous avons voulu ainsi constater l'opposition de ces intérêts et montrer où se trouve le nœud gordien. Nous soulignons maintenant que ce nœud ne peut pas être tranché conformément au point de vue adopté par les Magyars et les Allemands. Dans tous les cas, ce qui importe pour nous, c'est d'être constamment prêts et en rangs serrés, et de ne pas permettre que l'harmonie qui existe entre les Croates, les Slovènes et les Serbes puisse être troublée. C'est l'alpha et l'omega de notre politique nationale réelle.

« Les points de vue particularistes du « slovenisme », du « croatisme » et du « serbisme » n'ont été que des tentatives de solution misérables et tristes qui n'ont fait que trop de mal à notre peuple. « Le nœud gordien sera tranché par l'épée d'Alexandre, c'est-à-dire par l'unité nationale et notre droit de disposer de nous-mêmes. »

Il n'est pas difficile de voir l'allusion voulue à l'épée d'Alexandre. Le futur souverain de l'Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes doit être, en effet, d'après le pacte de Corfou, le prince Alexandre de Serbie.

Les Bulgares contre les Tchèques

Une protestation du Tchèque Korosec contre « notre unité nationale »

Nous lisons dans la *Kambanâ* de Sofia, du 29 janvier, l'article suivant :

La commission pour les affaires étrangères à la Délégation autrichienne a rejeté à la majorité des voix contre celles des délégués tchèques, la proposition de Korosec tendant à désapprouver le programme annexionniste de la Bulgarie. Ce n'est pas la première trahison slave envers la Bulgarie : le Slave se montra un bandit ; il se montra bandit aussi en sa qualité de frère de race. Les délégués tchèques se prononcèrent contre l'unité du peuple bulgare. Nous n'oublierons pas cette déclaration délictueuse. Elle n'est pas autre chose que la manifestation des pensées délictueuses aussi pour l'avenir. Les Tchèques se présentent comme alliés des assassins de Sarajevo, ils offrent leurs mains pour secourir les bandits serbes, les Tchèques commettent un péché devant les lois divines et humaines ; ils ont levé le poignard contre leurs propres frères !

Les Tchèques scutienent les idées du panserbisme et s'annoncent à nouveau comme des instigateurs des discordes des Slaves du sud, et travaillent à la lutte sanglante sud-slave.

Nous ignorons ce que la Monarchie pense faire avec les bandits tchèques, mais le slavisme délégué du tsarisme ne tardera pas à prononcer sa malédiction sur les Tchèques ; nous savons aussi que l'humanité se débarrassera des erreurs, des préjugés terribles, et qu'elle réclamera un châtiement contre les vils instigateurs de cette guerre dans la partie sud-est de l'Europe, y compris les Tchèques.

Il est possible qu'il y ait parmi les Tchèques des braves gens c'est-à-dire les amis de la paix des Balkans et de la concorde par la liberté de toutes les nationalités balkaniques, mais les représentants officiels du peuple tchèque élèvent leurs voix contre nous ! Qu'ils soient maudits ! En suivant ce chemin la Bohême ne trouvera pas le succès.

La proposition tchèque a été rejetée par tous les délégués sauf par les délégués tchèques. A cette occasion les Allemands se mirent du côté Czernin et de la justice internationale et repoussèrent l'attaque portée par les Tchèques contre la juste cause de la Bulgarie. Merci aux Allemands, honte aux traîtres Tchèques. »

En publiant ces documents de la psychologie bulgare nous remarquons qu'à Sofia on est tellement aveuglé par le germanisme que l'on prend pour un Tchèque la grande figure politique de Korosec, le président courageux du Club Yougoslave.

Il est curieux de rappeler aussi que les Bulgares, lorsqu'ils combattirent contre les Russes en Dobroudja, se déclarèrent Tartares et n'ayant rien de commun avec les Slaves. Aujourd'hui cependant, lorsqu'ils veulent atteindre leurs buts d'hégémonie, les Bulgares n'hésitent pas de faire appel à la « fraternité » slave dont ils se moquaient il y a une année.

La Bulgarie et M. Bousquet

On nous écrit de Paris :

Ces temps derniers, M. Bousquet, ancien délégué des porteurs de titres bulgares à Sofia, a fait une conférence à la Société de Sociologie, à Paris, sur les vertus du peuple bulgare. Le public — d'ailleurs très restreint — s'est quelque peu ému, mais puisque M. Bousquet s'est porté garant de ce qu'il a avancé sur le compte des Bulgares, aucune opposition sérieuse n'a accueilli les belles paroles du financier français.

M. Bousquet a donc parlé librement des « vertus » du peuple bulgare, qu'il a exaltées en des termes élogieux. Ce serait, selon M. Bousquet, un peuple démocratique, laborieux, économe, pacifiste, intelligent, d'un passé héroïque et d'un avenir splendide.

Ce que M. Bousquet n'a pas dit, ce qu'il n'a pas osé dire, c'est que les Bulgares, en tout ce qu'ils font, jouent le rôle des Prussiens des Balkans. M. Bousquet le savait mieux que tout autre. Il avait vécu à Sofia et il pouvait se rendre compte que la démocratie bulgare n'existe pas en fait, que la liberté des élections est fictive, que le régime de terreur et de la violence sévissent en Bulgarie. M. Bousquet connaît lui-même les bandes organisées par le gouvernement bulgare pour terroriser les journalistes indépendants, pour saboter les réunions, pour empêcher les protestations contre l'autocratie qui menace d'étouffer le peuple bulgare tout entier.

Pendant les guerres balkaniques, M. Bousquet se trouvait à Sofia. Il avait suivi de très près les événements qui précéderont la deuxième guerre balkanique. En son âme, M. Bousquet aurait dû certainement reconnaître le crime fratricide commis par les Bulgares le 29 juin 1913. M. Bousquet s'est aperçu que la Bulgarie n'avait d'autres buts que de conquérir les Balkans, en dépit de tout principe de nationalité. Et M. Bousquet savait que depuis trente ans la Bulgarie fut la cause principale des troubles, des insurrections et des désordres dans les Balkans.

Les atrocités bulgares, d'abord contre les Turcs et ensuite contre les Serbes et contre les Grecs, furent prouvées d'une manière très positive et avec une documentation trop irréfutable pour que M. Bousquet n'en connût pas l'étendue. Mais cela ne l'a pas empêché de déclarer que le caractère des Bulgares était très doux, d'une douceur presque lyrique !!

On peut se demander quelles raisons avait M. Bousquet d'aller raconter en plein Paris — et en pleine guerre entre la Bulgarie et la France — de pareilles choses, et cela contre l'évidence des faits. A cette question, nous ne pouvons pas répondre positivement. Toutefois, il ne serait pas superflu de rappeler quelques faits intéressants.

En 1917, M. Bousquet était en villégiature à Saint-Moritz, en Suisse. Et on vit le chargé d'affaires de Bulgarie d'alors, à Berne, M. Kermeutchieff (printemps 1917) lui rendre fréquemment visite. Certainement M. Bousquet n'est pas un traître. Il n'a pas vendu au chargé d'affaires de Bulgarie des secrets de la défense nationale. Mais lorsque, en pleine guerre entre la Bulgarie et la France, un homme — surtout un Français — est connu pour être en relations cordiales avec un diplomate bulgare, cet homme, ce Français, devait se faire au moins... Aussi, pour la mémoire des milliers de Français tombés en Macédoine et massacrés, M. Bousquet était tenu de se faire... C'est le seul hommage qu'il pouvait rendre aux héroïques combattants de la France qui versent leur sang pour le triomphe du droit et de la justice. Ce devoir d'un bon Français aurait dû l'emporter sur son désir ardent de présenter les Bulgares tels qu'ils ne sont pas.

Jos. Del.

Atrocités bulgares

Vive protestation du Gouvernement hellénique

Le gouvernement hellénique vient d'adresser à tous les gouvernements neutres la protestation suivante :

« Par ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de V. E. la communication suivante : Dès leur entrée en Macédoine grecque, les Bulgares ont poursuivi par tous les moyens possibles l'altération et la destruction du pays. Après avoir dévasté les villes, pillé les campagnes, transformé les églises en casernes, dépouillé les dépôts, dévalisé les Grecs, ils ont procédé progressivement à la déportation des habitants. »

« Les malheureux réfugiés grecs d'Asie et de Thrace qui, fuyant une première fois les sauvages persécutions des Turcs et des Bulgares, avaient espéré trouver un asile en Grèce, furent les premiers victimes. Tous les hommes de 15 à 20 ans furent conduits à Sophia, jetés en prison, puis enrôlés, instruits et utilisés sur le front roumain. »

Ce fut ensuite le tour des fonctionnaires grecs et enfin celui des indigènes valides qui, déportés en Bulgarie et relégués en

lamentables troupeaux dans des camps de concentration, furent décimés par la famine, le froid et le mauvais traitement. Plus de 30.000 existences ont cessé de vivre. Quarante autres mille êtres sont, sans distinction de sexe ni de rang, astreints aux plus durs travaux et condamnés aux pires souffrances. A Cavalla, sur une population de près de 50.000, il n'en reste plus que le tiers. Le même plan d'extermination de l'élément grec fut systématiquement suivi en Macédoine serbe. Les Grecs de Monastir, Magarovo, Krousevo et autres lieux furent arrachés à leurs foyers presque nus.

Environ 200 prêtres grecs furent enfermés dans le couvent de la Vierge près de Grabovo. Des rapports officiels insérés dans le récent Livre blanc grec attestent ces faits confirmés depuis par des témoins oculaires comme celui dont la déposition fut recueillie le 26 novembre dernier à Odessa par le corps consulaire. »

Les intrigues bulgares en France

Parmi les documents secrets russes, publiés par les « Isvestiya », des bolcheviki, il faut signaler le télégramme du 22 septembre 1917 du chargé d'affaires russe à Berne.

La dépêche, parue d'abord dans les « Isvestiya » est publiée en extenso par la « Vossische Zeitung » du 23 février. Voici le passage en question : « Quelques jours après la délibération, communiquée dans le télégramme No 701, l'archimandrite Stefan fut rappelé à Thonon. La M. Pokow lui fit connaître un diplomate anglais, dont il refusa de dire le nom, en se bornant à assurer que ce personnage était vraiment un plénipotentiaire du gouvernement anglais. L'Anglais lui dit ce qui suit : « Avant de recourir aux forces du Japon et de la Grèce, qui exigeraient de grandes concessions, les Alliés auraient décliné de tourner leurs vues encore une fois vers la Bulgarie, dont les aspirations nationales pourraient être satisfaites par les Alliés. Ceux-ci seraient même disposés à ne pas insister sur l'éloignement du tzar Ferdinand. Il donnait à entendre que les Bulgares pourraient espérer la réunion avec la Dobroudja, et même qu'ils pourraient obtenir la ligne Midia-Rhodos. Il parlait aussi d'une Macédoine indépendante avec Salonique comme capitale. »

M. Pokow, dont le texte ci-dessus fait mention, n'est autre que l'ancien ministre bulgare à Londres, M. Tschekoff, qui actuellement séjourne à Paris, et dont l'activité a été déjà signalée par « La Serbie ».

Les Yougoslaves d'Autriche et l'annexionnisme bulgare

La « Zeit » du 20 février publie l'information suivante :

« Le Dr Korosec et ses amis, à l'occasion de la conclusion de la paix avec l'Ukraine, ont déposé une interpellation dont voici le paragraphe 4 :

Le gouvernement austro-hongrois fait-il sien le programme annexionniste de Radoslavoff ? »

Nulle part l'on ne trouve une réponse du gouvernement à cette interpellation. Ce n'est cependant pas la première fois que les députés yougoslaves prennent la défense des malheureuses populations serbes subjuguées par les Bulgares. Pour eux, comme pour tous les Yougoslaves, tous les territoires de la Serbie sont considérés comme le patrimoine national inviolable qui doit appartenir au futur Etat des Serbes, des Croates et des Slovènes revendiqué par tous les Yougoslaves.

Les Bulgares travaillent pour l'Allemagne

Un aveu intéressant

L'organe des démocrates bulgares (chef Malinoff), le « Preporetz » du 29 janvier a publié, sous le titre : La liberté des mers, un article curieux où l'on souligne les mérites des Bulgares dans la question des buts de guerre allemands, et l'on constate en même temps que tout ce que la Bulgarie demande pour elle-même, elle le demande aussi pour l'Allemagne.

Voici quelques passages traduits textuellement du « Preporetz ».

« Etant donnée la situation où se trouve notre grande alliée l'Allemagne, pour laquelle la question des Détroits est une question vitale, pourra-t-on ignorer la Bulgarie ? »

« Les Détroits ne sont aujourd'hui accessibles à l'Allemagne que par Cernavoda (Roumanie) et Nich et ces deux portes, c'est nous qui les avons conquises. »

« La situation dans laquelle se trouvera demain l'Allemagne, après la guerre, ne différera pas de celle où elle se trouve aujourd'hui. »

« Lorsqu'on rapproche cette question des grands intérêts des puissances, entre autres de la liberté des mers, il nous paraît incompréhensible qu'il ne soit pas tenu compte selon leur mérite des revendications de la Bulgarie telles que celle, par exemple, de ses limites naturelles jusqu'aux bouches du Danube. Nous ne comprenons pas qu'on agisse au détriment de ces grandes questions. Celles-ci ne sauraient être tranchées, si la situation même d'un port, tel que celui de Salonique reste sans solution, la liberté des mers comportant celle des endroits même les plus minimes. »